

Burundi : Pourquoi le pouvoir s'en prend aux diplomates et étrangers

@rib News, 07/08/2011 Les reproches du CNDD-FDD envers Joseph Weiss et Patrice Faye Par Bizindavyi Jean Marie L'un est Allemand tandis que l'autre est Français mais ils ont tous la particularité d'être la cible du pouvoir CNDD-FDD au Burundi. Mais pourquoi ? À travers la société civile, les défenseurs des droits de l'homme et les médias, le CNDD-FDD s'en prend aux diplomates accrédités et aux étrangers vivant au Burundi. Chronique d'un pouvoir autoritaire, tyrannique et sanguinaire qui ne tolère pas la critique et qui a déjà chassé 3 anciens diplomates onusiens et un défenseur des droits de l'homme de Human Right Watch.

Le cas Joseph Weiss Depuis 3 ans, Joseph Weiss était ambassadeur d'Allemagne au Burundi. Il a quitté Bujumbura en bonne et due forme tout en ignorant que le CNDD-FDD avait une dent contre lui. Le parti présidentiel lui reprochait d'avoir financé Patrice Faye et participé en tant qu'acteur dans une série de 18 sketches télévisés diffusés par la Renaissance. Ces sketches réalisés par Patrice Faye avaient pour objectif la moralisation de la société burundaise contre la corruption et les malversations économiques et les droits de l'homme. Il aura fallu une réunion avec les présidents des partis politiques agrégés au Burundi pour que l'actuel premier Vice-Président du Burundi ; Ténence Sinunguruza puisse déclarer sans fournir plus de détails que Joseph Weiss était persona non grata. Sans nul doute que le concerné a été désagréablement surpris comme en témoigne la réaction vigoureuse et les demandes d'excuses de la part de son pays (la première puissance européenne). Mais ce que Ténence Sinunguruza a oublié de préciser par oubli ou par ignorance est que Joseph Weiss a failli subir le sort de l'activiste anti-corruption Ernest Manirumva assassiné le 9 Avril 2009. Quelques mois avant son départ, un plan d'assassiner l'ambassadeur Weiss avait été arrêté par la police présidentielle. Il était question de l'assassiner lors de ces descentes sur terrain et attribuer ce meurtre à la nouvelle rébellion naissante comme ce fut le cas pour Mgr Michael Courtney, le nonce apostolique au Burundi, tué le 29 décembre 2003. Mais, Joseph Weiss a eu la vie sauve grâce aux conseils de l'Ombudsman burundais qui a pu montrer à Adolphe NSHIMIRIMANA (Patron de la police présidentielle) le danger d'une telle initiative. Certains membres du CNDD-FDD n'hésitent plus à penser que Ténence Sinunguruza est la solde de l'UPRONA pour saboter le CNDD-FDD. Mais, le premier vice-Président n'est pas sa première bourde. En 2007, lors d'une émission radiophonique, il affirmait se rendre souvent la nuit à Buyenzi, pour des consultations en rapport avec le Burundi, chez un féticheur-sorcier en compagnie de son mentor, l'ancien président Buyoya. Le cas Patrice Faye Patrice Faye qui a été condamné à 25 ans de prison est en réalité accusé par le CNDD-FDD d'avoir initié des sketches contre la corruption, les malversations économiques et les droits de l'homme sur financement de l'ambassade d'Allemagne au Burundi. Le deuxième péché de Patrice Faye est d'avoir acheté en 1983 une parcelle à Kajaga de 3 ha (le « Castel Croc ») qui s'étend de la route Gatumba jusqu'au littoral du Lac Tanganyika. La même parcelle est convoitée par le Président de la République, le patron de la police présidentielle, le Président du CNDD-FDD et le Président du Sénat burundais. Ces autorités prévoient l'expulsion de Patrice Faye pour récupérer ce terrain. Enfin, Patrice Faye qui n'est pas circonscrit contrairement aux allégations de ces accusatrices est victime aussi d'être français, citoyen d'un pays (la FRANCE) qui a été le premier à reconnaître la rébellion libyenne (le Conseil National de Transition). Le CNDD-FDD craint ainsi une reconnaissance similaire dans un pays où on parle de plus en plus d'une éventuelle rébellion naissante. Suite aux attaques répétitives de la nouvelle rébellion depuis 2011, la Diplomatie française a actualisé la page de son site web concernant la sécurité à l'intention des visiteurs du Burundi. Cela n'a pas plu aux autorités burundaises qui y voient un acte de sabotage à la promotion du tourisme au Burundi. Pour cette raison, 3 autres français et l'ambassadeur Sud-Africain au Burundi sont dans le collimateur de la police présidentielle. Ce dernier est également accusé d'être proche de l'opposition pour avoir osé proposer au gouvernement burundais de négocier avec l'opposition. En décembre 2007, un français du nom d'Agnes Bury était tué à Ruyigi (est du Burundi) au moment où l'actuel Ministre de l'Énergie des Mines ; Moise Bucumi (CNDD-FDD) était Gouverneur de la province Ruyigi. Quatre ans après on ignore toujours, les circonstances et les commanditaires de sa mort.